

Vincent Duclert, historien : « Tout est permis avec le RN, y compris les pires insultes contre un million de morts tutsi »

Vincent Duclert

Le Monde, 21 janvier 2026

Les propos tenus le 15 janvier à l'Assemblée nationale par le député Rassemblement national Frédéric-Pierre Vos, qui a comparé une taxation au génocide des Tutsi, au Rwanda, constituent un nouvel exemple de dévoiement de l'histoire par le parti d'extrême droite, analyse le chercheur dans une tribune au « Monde ».

Le 15 janvier, l'intervention, lors des débats budgétaires à l'Assemblée nationale, de Frédéric-Pierre Vos, élu du Rassemblement national (RN), a suscité un tollé. S'exprimant contre un amendement visant à modifier le pacte Dutreil, qui encadre la transmission des entreprises familiales, le député de l'Oise a invoqué la Déclaration universelle des droits de l'homme, avant de déclarer : « *La résistance à l'oppression, c'est ne pas confondre égalité et égalitarisme, et vous transformer en Tutsi pour couper les Hutu sous prétexte qu'ils étaient plus grands.* »

Tout est faux et injure à l'histoire, dans cette déclaration pour laquelle il est diffi-

cile de plaider l'erreur individuelle et involontaire. Le représentant de la nation défigure un génocide, celui perpétré contre la minorité tutsi du Rwanda par le régime extrémiste hutu, du 7 avril au 17 juillet 1994, après une phase intense de préparation organisée de l'extermination. En ne nommant pas le génocide, en inversant ses victimes et ses bourreaux, Frédéric-Pierre Vos le transforme en des massacres interethniques où Hutu et Tutsi, telles des tribus sauvages, s'autodétruisent.

Les dirigeants du RN sont coutumiers du fait : ils dévoient régulièrement l'histoire. A l'instar de Jordan Bardella, ironisant à deux reprises sur le résistant français Jean Moulin [1899-1943]. D'abord le 27 juin 2024, en pleine campagne des législatives, quant aux mises en garde du premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, sur les risques d'une victoire du RN il répond : « *Ça y est : Jean Moulin est de retour !* » Puis le 25 novembre 2025, lorsque, enfariné par un lycéen à Vesoul, il lance : « *Jean Moulin a fait mieux*

par le passé. »

Autre exemple : il a osé instrumentaliser l'historien médiéviste et résistant Marc Bloch [1886-1944], en octobre 2025, qu'il cite dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez – alors que plusieurs fondateurs du Front national furent partisans de la collaboration avec le nazisme. Tout est permis avec le RN, y compris, maintenant, les pires insultes contre 1 million de morts tutsi.

Rhétorique raciste

Les excuses du député RN de la Somme Jean-Philippe Tanguy pour les propos de son collègue ont enfoncé le clou. « *Nous honorons la mémoire des victimes du génocide au Rwanda* », a-t-il déclaré, sans mentionner qu'il s'agit du génocide perpétré contre les Tutsi du Rwanda par le régime du Hutu Power. Cela revient, si l'on suit ce responsable politique d'extrême droite, à qualifier la « *solution finale de la question juive* » par le régime nazi de « *génocide en Allemagne* ». Ou le génocide perpétré contre les Arméniens par le régime jeune-turc unioniste en 1915 de « *génocide dans l'Empire ottoman* ».

Parler de « *génocide au Rwanda* », ou de « *génocide rwandais* », c'est une manière, en faisant disparaître bourreaux et victimes, d'introduire la thèse imaginaire du double génocide – en laissant penser que les Tutsi auraient perpétré, eux aussi, un génocide sur les Hutu. C'est révéler aussi que, pour l'Afrique, aucune exigence de précision et de vérité historiques n'est requise.

Cette rhétorique raciste est une constante,

pas seulement à l'extrême droite. Elle a été parfaitement illustrée par le président socialiste François Mitterrand dans son discours de Biarritz du 8 novembre 1994 devant les chefs d'Etat africains. Il réduit alors le génocide des Tutsi à des « *chefs locaux [qui] décident délibérément de conduire une aventure à la pointe des baïonnettes ou de régler des comptes à coups de machette* ». Le même jour, le Conseil de sécurité des Nations unies créait le tribunal pénal chargé de juger des crimes de génocide au Rwanda...



Des soldats des Forces armées de la République Démocratique du Congo inspectent une fosse commune où sont entreposés les corps de Tutsi, à Rutshuru (RDC), le 2 octobre 2005. LIONEL HEALING/AFP

Réagissant aux propos de Frédéric-Pierre Vos, le député Renaissance des Côtes-d'Armor Hervé Berville les condamne, et ajoute : « *Cela dit beaucoup du chemin qu'il nous reste à parcourir pour faire en sorte que ce génocide des Tutsi au Rwanda soit pleinement reconnu.* » C'est certain.

Peu après qu'un groupe d'historiens avait

remis, en mars 2021, au chef d'Etat Emmanuel Macron le rapport de la commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (1990-1994) [*présidé par Vincent Duclert, signataire de la tribune*], Hervé Berville préparait un texte de résolution de l'Assemblée nationale, reconnaissant solennellement la vérité sur le génocide des Tutsi ; le projet est resté lettre morte depuis près de cinq ans.

Déni de l'histoire

Il faut protéger la connaissance des génocides. Qu'attend-on pour agir, alors même que des entreprises concertées de destruction des avancées scientifiques et politiques sont à l'œuvre ? En particulier, des assauts sont menés chez ceux qui se revendiquent d'une fidélité aveugle à l'ancien président Mitterrand. Hubert Védrine – dont l'implication dans la politique française au Rwanda, lorsqu'il était secrétaire général de l'Elysée (de mai 1991 à mai 1995), est documentée, même s'il prétend en être resté très éloigné – a fait de l'Institut François Mitterrand, qu'il a présidé de 2003 à 2022, un bastion du déni.

La présidence de cet institut est désormais confiée à Jean Glavany. Cet ancien chef de cabinet de François Mitterrand (de 1981 à 1988), revendiquant sa « *subjectivité* », a publié des « *conversations intimes* » avec ce dernier. S'écartant quelque peu de son projet initial, Glavany agresse sur 10 pages le

président Macron, le président de la commission historique sur le Rwanda et tous ceux qui contestent la légende d'une présidence socialiste dressée contre les violences antitutsi. On y retrouve les accusations du RN, sans preuves ni démonstrations, contre la vérité historique, contre le travail des chercheurs, et les mêmes certitudes sur les compromissions du président Macron cédant à une repentance imaginaire à Kigali.

Ces positions relèvent d'une idéologie du mensonge, ennemie de la liberté, de l'honneur, et dominée par des conceptions nationalistes intégrales. On ne peut désormais ignorer ce que seront l'histoire transmise, l'histoire reconnue, l'histoire enseignée, si le RN et ses alliés parviennent au pouvoir. Ce sera tout simplement l'effondrement d'une certaine idée de la France. Qui peut s'y résoudre ? Certainement pas les historiens, les professeurs, et leurs élèves formés à la connaissance critique des génocides, du droit international et des réponses aux violences de masse. Ce sont ces attitudes qui font la grandeur d'une nation, et non les gesticulations pathétiques des artisans du déni de l'histoire et de l'abaissement moral de la France.

Vincent Duclert est historien, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales/Cespra, auteur de « La France face au génocide des Tutsi » (Tallandier, 2024). Il a présidé entre 2019 et 2021 la commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi.